

La lutte contre les paradis fiscaux et judiciaires

4 novembre 2015

La lutte contre les paradis fiscaux et judiciaires

Cette fiche militante de la Commission économie vise à faire le point sur la question des paradis fiscaux et judiciaires et des avancées de la lutte contre ces territoires véritables fléaux. Les paradis fiscaux et judiciaires sont sources de fraude fiscale, de blanchiment d'argent, ils favorisent la financiarisation de l'économie et siphonnent les recettes fiscales des budgets des Etats.

Quels sont les pays ou territoires qualifiés de paradis fiscaux ?

Les pays ou territoires désignés comme des paradis fiscaux et judiciaires sont caractérisés par plusieurs éléments :

- Ils ont une fiscalité très faible ou nulle, notamment vis-à-vis des sociétés.
- Ces pays maintiennent un secret bancaire, et /ou une opacité bancaire.
- Leurs législations internes font que la mise en œuvre des procédures d'assistance internationale (notamment d'échanges d'informations) en matière de justice ou de fiscalité sont vouées à l'échec.

Un grand nombre de pays répondent à ces éléments à des degrés divers.

A quoi servent les paradis fiscaux ?

- Ils permettent « l'évasion fiscale » : c'est à dire d'échapper à la fiscalité d'un pays dans lequel on devrait normalement taxer l'opération. Les sommes en jeu sont conséquentes, pour la France on parle de 60 à 80 milliards de fraude fiscale dont une partie transite par des comptes localisés dans ces pays ou territoires. Pour les Etats ce sont autant de recettes fiscales en moins qui vont aggraver les déficits publics et donc la dette.

- Ils participent à la financiarisation de l'économie :

En effet, les flux financiers qu'il s'agisse de ceux issus des marchés financiers (produits de hors bilan, des hedges fund, des marchés dérivés...) ou qu'il s'agisse d'activités illicites, prospèrent dans ces pays.

Les acteurs et intermédiaires financiers sont à la recherche de circuits passant par des pays où la réglementation financière est légère et où l'origine des fonds ne sera pas examinée avec attention. Les structures des sociétés sont opaques et ne permettent pas de connaître les bénéficiaires réels ou effectifs des sociétés, on ignore qui appréhende les revenus issus d'activités licites ou illicites.

- Ils permettent de blanchir de l'argent issu d'activités illicites :

Ainsi ce type de pays sert à détenir des comptes offshore et à cacher l'argent issu des fraudes économiques et financières (notamment la fraude fiscale) mais aussi du trafic d'armes, de la prostitution, de la drogue, de la corruption (pot de vin, bakchich...). A partir de ces pays, l'argent

Cette fiche militante de la Commission économie vise à faire le point sur la question des paradis fiscaux et judiciaires et des avancées de la lutte contre ces territoires véritables fléaux. Les paradis fiscaux et judiciaires sont sources de fraude fiscale, de blanchiment d'argent, ils favorisent la financiarisation de l'économie et siphonnent les recettes fiscales des budgets des Etats.

La lutte contre les paradis fiscaux et judiciaires

Cette fiche militante de la Commission économie vise à faire le point sur la question des paradis fiscaux et judiciaires et des avancées de la lutte contre ces territoires véritables fléaux. Les paradis fiscaux et judiciaires sont sources de fraude fiscale, de blanchiment d'argent, ils favorisent la financiarisation de l'économie et siphonnent les recettes fiscales des budgets des Etats.

Quels sont les pays ou territoires qualifiés de paradis fiscaux ?

Les pays ou territoires désignés comme des paradis fiscaux et judiciaires sont caractérisés par plusieurs éléments :

- Ils ont une fiscalité très faible ou nulle, notamment vis-à-vis des sociétés,
- Ces pays maintiennent un secret bancaire, et /ou une opacité bancaire,
- Leurs législation interne fait que la mise en œuvre des procédures d'assistance internationale (notamment d'échanges d'informations) en matière de justice ou de fiscalité sont vouées à l'échec.

Un grand nombre de pays répondent à ces éléments à des degrés divers.

A quoi servent les paradis fiscaux ?

- Ils permettent « l'évasion fiscale » : c'est à dire d'échapper à la fiscalité d'un pays dans lequel on devrait normalement taxer l'opération. Les sommes en jeu sont conséquentes, pour la France on parle de 60 à 80 milliards de fraude fiscale dont une partie transite par des comptes localisés dans ces pays ou territoires. Pour les Etats ce sont autant de recettes fiscales en moins qui vont aggraver les déficits publics et donc la dette.

- Ils participent à la financiarisation de l'économie :

En effet, les flux financiers qu'il s'agisse de ceux issus des marchés financiers (produits de hors bilan, des hedges fund, des marchés dérivés...) ou qu'il s'agisse d'activités illicites, prospèrent dans ces pays.

Les acteurs et intermédiaires financiers sont à la recherche de circuits passant par des pays où la réglementation financière est légère et où l'origine des fonds ne sera pas examinée avec attention. Les structures des sociétés sont opaques et ne permettent pas de connaître les bénéficiaires réels ou effectifs des sociétés, on ignore qui appréhende les revenus issus d'activités licites ou illicites.

- Ils permettent de blanchir de l'argent issu d'activités illicites :

Ainsi ce type de pays sert à détenir des comptes offshore et à cacher l'argent issu des fraudes économiques et financières (notamment la fraude fiscale) mais aussi du trafic d'armes, de la prostitution, de la drogue, de la corruption (pot de vin, bakchich...). A partir de ces pays, l'argent

- Emplacement : inFORMER LES SALARIÉ-ES > Les publications > Bulletins/Publications de la commission économie >
- Adresse de cet article : <https://ancien.solidaires.org/La-lutte-contre-les-paradis-fiscaux-et-judiciaires>

